

# Neutralité sur demande?

## Comment la Berne fédérale éloigne insidieusement la Suisse de son rôle historique

par Daniel Funk\*



Daniel Funk. (Photo mad)

*Officiellement, la Suisse est neutre. Dans la pratique, ce principe est vidé de sa substance depuis des années – de manière délibérée, stratégique et contre la volonté du peuple, comme le montrent des déclarations*

*et des décisions internes.*



**Pour une Suisse des bons services**

Nous défendons une neutralité forte et ancrée dans la Constitution – comme fondement de la paix, de la liberté et de la démocratie directe.

La neutralité suisse est considérée comme la marque de fabrique du pays – ancrée dans le droit international, éprouvée par l'histoire et reconnue à l'échelle internationale. Mais quiconque examine objectivement la politique de sécurité et la politique étrangère menées ces dernières années constate une réalité différente: depuis longtemps, des forces peu enclines à la neutralité se sont établies à Berne et la relativisent progressivement.

Cela est guère exprimé ouvertement. Mais la logique qui sous-tend cette évolution est documentée.<sup>1</sup> Dès le début du millénaire, l'ambassadeur *Anton Thalmann*, alors haut fonctionnaire et stratège militaire, avait formulé une position qui semble aujourd'hui plus actuelle que jamais. Sa phrase, qui a été rapportée, est révélatrice:

«Il faut laisser s'éteindre doucement la neutralité, qui n'a plus lieu d'être.»

Ce n'était pas un dérapage, mais un programme. Thalmann était chef de projet du *Rapport sur la politique de sécurité 2000* et plus tard l'un des architectes du rapprochement avec l'OTAN en matière de politique de sécurité. Lors d'un symposium de l'OTAN, il a déclaré ouvertement que cet abandon de la neutralité traditionnelle était politiquement délicat et devait donc être bien préparé:

«Sans une préparation psychologique approfondie, l'opinion publique ne suivra pas.»

\* Daniel Funk est membre du comité directeur du Mouvement pour la neutralité bene.swiss.

C'est précisément cette stratégie qui caractérise encore aujourd'hui la politique. Au lieu de soumettre ouvertement la question de la neutralité au peuple, elle a été progressivement édulcorée: adhésion au *Partenariat pour la paix*, coopération militaire croissante avec les pays de l'OTAN, participation à des projets militaires de l'UE tels que la PESCO, et plus récemment même des initiatives parlementaires visant à examiner un rattachement formel à l'OTAN en matière de politique de sécurité.

Officiellement, on affirme toujours que la neutralité est maintenue. Dans les faits, elle est réinterprétée – de manière plus flexible, plus politique, plus partisane. Cela est particulièrement évident depuis la guerre en Ukraine. Le Conseil fédéral a adopté des sanctions en dehors d'un mandat de l'ONU et s'est clairement positionné sur le plan politique. Cela a été remarqué au niveau international. Depuis lors, même les anciens alliés des *bons offices* ne considèrent plus la Suisse comme neutre et crédible.

Dans les rapports parlementaires, la neutralité est de plus en plus présentée comme un obstacle, comme quelque chose qui limite la marge de manœuvre en matière de politique étrangère et de sécurité. C'est précisément là le cœur du conflit: la neutralité n'est pas un instrument tactique qui peut être adapté en fonction de la situation géopolitique générale. C'est un principe d'ordre – ou ce n'est rien.

Le contre-projet direct à l'*Initiative sur la neutralité* illustre parfaitement cette tension. Si la neu-

tralité est précisée sur le plan linguistique, des clauses de protection essentielles sont supprimées: l'interdiction d'adhérer à des alliances militaires et la renonciation à des mesures coercitives non militaires en dehors de l'ONU. Il ne reste alors qu'une neutralité sans mordant, un principe qui sonne bien, mais sans lignes directrices contraignantes.

Les conséquences de cette évolution sont prévisibles. La Suisse perd insidieusement ce qui l'a rendue unique: la confiance au-delà des blocs de pouvoir. D'anciens diplomates soulignent que les *bons offices*, autrefois un instrument discret mais efficace de la politique étrangère suisse, ne sont pratiquement plus sollicités. Celui qui prend parti ne fait plus office de médiateur.

Le véritable problème n'est pas que la neutralité fasse l'objet d'un débat, mais la manière dont ce débat est mené: de manière technocratique, tactique, souvent sans consulter le peuple. La

décision cruciale doit être prise sans que l'on dise clairement de quoi il s'agit: de rien de moins que l'abandon d'un pilier central de l'identité suisse. Ou, pour reprendre les mots d'un des stratèges de l'époque: non pas par une décision, mais en laissant les choses s'endormir.

Le peuple suisse a néanmoins le choix. Merci aux initiateurs de l'*initiative sur la neutralité*.<sup>2</sup> Si elle est acceptée en fin d'année 2026 ou début 2027, la neutralité sera inscrite dans la Constitution fédérale sous sa forme traditionnelle. Il sera alors très difficile de revenir en arrière pour l'édulcorer.

Source: <https://transition-news.org/neutralitat-auf-abruf-wie-bundesbern-die-schweiz-schleichend-aus-ihrer>, janvier 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

<sup>1</sup> <https://bene.swiss/bewegung-fuer-neutralitaet-fordert-neutralitaetsinitiative-zur-annahme-zu-empfehlen/>

<sup>2</sup> <https://neutralite-oui.ch>